Qualifications professionnelles et formation continue

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

L'Institute of Banking and Finance

L'institution centrale de la formation professionnelle dans le secteur financier singapourien est l'Institute of Banking and Finance (IBF). Créé en 1974 sous la forme d'une association professionnelle à but non lucratif, il a célébré son cinquantième anniversaire en 2024. Il représente près de 250 établissements membres, parmi lesquels des banques, des assureurs, des courtiers en valeurs mobilières et des gestionnaires d'actifs. L'IBF fait office d'organisme national d'accréditation et de certification des compétences du secteur financier dans le cadre du Skills Framework for Financial Services. Workforce Singapore l'a désigné en 2018 gestionnaire des programmes de reconversion du secteur financier. En octobre 2020, le National Jobs Council en a fait le Jobs Development Partner du secteur financier.[1]

Son activité est d'une ampleur considérable. En 2025, plus de 76 000 personnes issues de 378 établissements financiers ont suivi des programmes de formation reconnus par l'IBF, et plus de 2 800 personnes de 70 établissements ont obtenu la certification IBF. L'IBF accrédite environ 1 600 formations proposées par 195

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

établissements et organismes de formation.[2] En 2024, les chiffres correspondants s'élevaient à plus de 70 000 participants et plus de 5 000 personnes nouvellement certifiées.[3] Les deux rapports n'expliquent pas le recul des certifications.

La logique économique du système repose sur le fait que l'accréditation ouvre l'accès aux financements publics. Une formation accréditée par l'IBF donne droit à des subventions. Les employeurs sont donc incités à choisir des formations accréditées, et les organismes de formation à rechercher l'accréditation. L'État oriente ainsi le contenu des formations sans les dispenser lui-même. Pour un établissement étranger qui s'installe à Singapour, l'adhésion à l'IBF et la participation à ses programmes font partie de ce qui le fait reconnaître comme un employeur responsable.

Exigences de compétence applicables aux représentants : la Notice FAA-N26

Le volet réglementaire de la qualification professionnelle relève de la MAS. Les représentants qui fournissent du conseil financier ou qui négocient des produits des marchés de capitaux doivent être notifiés à la MAS et satisfaire à des normes minimales de compétence. Pour les représentants des conseillers financiers, la MAS a publié le 28 septembre 2023 la Notice FAA-N26 on Competency Requirements. Adoptée en vertu des sections 23(2) et 67 du Financial Advisers Act 2001, elle est entrée en vigueur le 1er avril 2024 et a remplacé la Notice FAA-N13 du 26 novembre 2016.[4]

La notice rattache la compétence au critère d'honorabilité et d'aptitude (fit and proper). La MAS attend des représentants qu'ils « possèdent les compétences et les connaissances nécessaires » pour agir avec efficacité, honnêteté et loyauté dans l'intérêt supérieur des clients, et qu'ils se tiennent informés de l'évolution du secteur. Un représentant doit être âgé d'au moins 21 ans. Il doit justifier d'un niveau minimal de formation, par exemple un certificat GCE A Level avec réussite dans trois matières au niveau Higher 2 et deux au niveau Higher 1, un diplôme du Baccalauréat international ou un diplôme d'école polytechnique.[5] Le représentant doit en outre réussir les modules pertinents de l'examen Capital Markets and Financial Advisory

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Services (CMFAS). La réussite au module consacré aux règles et à la réglementation (RES5) perd sa validité si son titulaire ne commence pas, ou ne reprend pas, son activité de conseil dans un délai de trois ans.[6]

La formation professionnelle continue (CPD) en constitue l'élément le plus exigeant. Un représentant qui conseille sur des produits d'investissement doit suivre chaque année civile six heures de formation de base en éthique ou en règles et réglementation, accréditées par l'IBF ou le Singapore College of Insurance, ainsi que 24 heures complémentaires en rapport avec les services fournis. Pour les produits d'assurance plus simples, l'exigence complémentaire est de dix heures. Conférences, colloques, ateliers, séminaires produits et formations en ligne ne sont pris en compte que si leurs objectifs pédagogiques sont documentés et vérifiés de manière indépendante. Le travail effectué dans le cadre des fonctions, par exemple des recherches sur des produits pour des clients, n'est pas pris en compte.[7] L'architecture réglementaire dans laquelle s'inscrivent ces exigences, y compris le Securities and Futures Act (SFA, la loi sur les valeurs mobilières et les contrats à terme) et le régime de notification des représentants, est présentée au chapitre E.I.

Banque privée : le code de conduite et les normes de compétence

La banque privée, cœur de la stratégie de gestion de fortune décrite au chapitre D.V, dispose de son propre niveau d'autorégulation. L'Association of Banks in Singapore publie un Private Banking Code of Conduct, révisé le 14 février 2020 avec effet au 1er septembre 2020.[8] Le code subordonne l'activité des conseillers clientèle à l'évaluation Client Advisory Competency Standards (CACS), qui vérifie la connaissance des règles, des produits et de la conduite attendue d'un banquier privé. Ses deux épreuves portent, d'une part, sur la réglementation et l'éthique et, d'autre part, sur les produits et la connaissance des marchés.[9]

La finance durable est venue s'ajouter à ce dispositif. Le 14 octobre 2022, l'Association of Banks in Singapore a publié un Common Sustainable Finance Training Benchmark destiné aux professionnels de la banque privée, accompagné de lignes directrices sur la banque privée et la gestion de fortune durables. Depuis

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

septembre 2024, l'IBF a délivré plus de 7 800 badges de compétences en finance durable.[10] Le chapitre K.II examine la finance durable à Singapour en tant que domaine stratégique.

SkillsFuture et reconversion en milieu de carrière

Le secteur financier s'appuie sur un système national de formation continue. SkillsFuture a été lancé en 2015. SkillsFuture Singapore a suivi en 2016, en tant qu'organisme public (statutory board) placé sous la tutelle du ministère de l'Éducation. Chaque citoyen âgé de 25 ans et plus a reçu un crédit SkillsFuture de 500 S$ pour des formations agréées.[11] Le SkillsFuture Level-Up Programme y a ajouté un crédit supplémentaire de 4 000 S$ pour les citoyens âgés de 40 ans et plus, destiné à des reconversions substantielles en milieu de carrière.[12]

Les programmes de reconversion professionnelle constituent la passerelle vers le secteur financier. Grâce à eux, les employeurs bénéficient d'une aide salariale lorsqu'ils recrutent et forment des travailleurs en milieu de carrière à des fonctions nouvelles ou redéfinies. Depuis 2017, quelque 5 600 personnes en milieu de carrière issues de 68 établissements financiers ont ainsi été reconverties dans le cadre de programmes gérés par l'IBF.[13] Ce chiffre est modeste au regard de la taille du secteur. Sa portée tient au signal qu'il envoie : une carrière dans la finance reste ouverte à ceux qui ne l'ont pas commencée à l'université.

La formation à l'intelligence artificielle

Le domaine de formation le plus récent est l'intelligence artificielle. En août 2024, l'IBF a signé avec le National Trades Union Congress et sept associations du secteur financier un protocole d'accord qui prévoit notamment des formations à l'IA générative. En 2025, il a lancé avec la MAS, avec le soutien de Workforce Singapore, une Jobs Transformation Map consacrée à l'IA générative, qui évalue la manière dont cette technologie transformera les métiers du secteur financier et les compétences dont les travailleurs auront besoin.[14] La démarche est typique de Singapour. L'État commence par cartographier l'évolution attendue des métiers,

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

définit ensuite les compétences requises et finance enfin la formation, avant même que le marché n'ait pleinement intégré la rupture. Le chapitre K.IV examine l'utilisation de l'intelligence artificielle au sein même de la place financière.

Notes

1. Institute of Banking and Finance, « Who we are », ibf.org.sg (consulté en novembre 2026) : près de 250 établissements financiers membres ; organisme national d'accréditation et de certification des compétences du secteur financier dans le cadre du Skills Framework for Financial Services ; gestionnaire des programmes de reconversion professionnelle du secteur financier pour le compte de Workforce Singapore depuis 2018 ; Jobs Development Partner désigné par le National Jobs Council en octobre 2020. Institute of Banking and Finance, « Who we are », ibf.org.sg (consulté en novembre 2026) : créé en 1974 sous la forme d'une association professionnelle à but non lucratif ; IBF, *Annual Report 2024/2025*, ibf.org.sg : 50e anniversaire en 2024. ↩
2. Institute of Banking and Finance, *Annual Report 2025/2026*, ibf.org.sg (consulté en novembre 2026) : plus de 76 000 personnes dans des programmes de formation reconnus par l'IBF en 2025, issues de 378 établissements financiers ; plus de 2 800 personnes de 70 établissements financiers ont obtenu la certification IBF ; environ 1 600 formations accréditées par l'IBF, proposées par 195 établissements et organismes de formation. ↩
3. Institute of Banking and Finance, *Annual Report 2024/2025*, ibf.org.sg (consulté en novembre 2026) : plus de 70 000 personnes dans des programmes de formation reconnus par l'IBF en 2024 ; plus de 5 000 personnes de 29 établissements financiers ont obtenu la certification IBF en 2024. ↩
4. Monetary Authority of Singapore, Notice FAA-N26, *Notice on Competency Requirements for Representatives of Financial Advisers*, date de publication : 28 septembre 2023, para. 1.1 : adoptée en vertu des sections 23(2) et 67 du Financial Advisers Act 2001, en vigueur depuis le 1er avril 2024 ; la précédente

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Notice FAA-N13, publiée le 26 novembre 2016 et révisée en dernier lieu le 8 avril 2020, est abrogée avec effet au 1er avril 2024. ↩

5. MAS Notice FAA-N26 (précitée), para. 3.1 : âge minimal de 21 ans ; niveau minimal de formation, notamment un certificat GCE A Level avec réussite dans au moins trois matières au niveau Higher 2 et deux matières au niveau Higher 1, un diplôme du Baccalauréat international ou un diplôme d'école polytechnique. MAS Notice FAA-N26 (précitée), para. 1.2, avec renvoi aux Guidelines on Fit and Proper Criteria (FSG-G01). ↩

6. MAS Notice FAA-N26 (précitée), partie 4 et para. 4.15 : exigences relatives à l'examen CMFAS ; la réussite au module RES5 perd sa validité si l'intéressé ne commence pas, ou ne recommence pas, à fournir des services de conseil financier en tant que représentant désigné dans un délai de trois ans suivant la réussite ou la cessation d'activité. ↩

7. MAS Notice FAA-N26 (précitée), para. 5.3 : la formation CPD comprend les conférences, colloques, ateliers, cours, séminaires produits et formations en ligne dont les objectifs pédagogiques sont clairement documentés et vérifiés de manière indépendante, à l'exclusion des activités relevant des fonctions du représentant. MAS Notice FAA-N26 (précitée), para. 5.4 et tableau 3 : six heures CPD de base en éthique ou en règles et réglementation (accréditées par l'IBF ou le SCI) ou certaines formations du Central Provident Fund Board ; heures CPD complémentaires : 24 pour le conseil sur les produits d'investissement et les polices d'assurance vie, 10 pour l'assurance temporaire décroissante liée à un prêt hypothécaire et les polices d'assurance vie temporaire collective. ↩

8. Association of Banks in Singapore, « Private Banking », abs.org.sg (consulté en novembre 2026) : Private Banking Code of Conduct, révisé le 14 février 2020, en vigueur depuis le 1er septembre 2020 ; version antérieure du 8 janvier 2019 avec les Industry Sound Practices ; dispositions transitoires relatives aux Client Advisory Competency Standards (CACS), 24 avril 2020. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

9. Le CACS comprend l'épreuve 1 (règles et réglementation) et l'épreuve 2 (connaissance des produits), organisées par l'IBF ; l'exigence s'applique aux conseillers clientèle des banques privées en vertu du Private Banking Code of Conduct. ↩
10. Institute of Banking and Finance, *Annual Report 2024/2025*, ibf.org.sg (consulté en novembre 2026) : plus de 7 800 IBF Skills Badges for Sustainable Finance délivrés depuis septembre 2024. Association of Banks in Singapore, « Private Banking », abs.org.sg (consulté en novembre 2026) : Sustainable Private Banking and Wealth Management Guidelines et Common Sustainable Finance Training Benchmark for Private Banking Professionals, tous deux datés du 14 octobre 2022. ↩
11. Wikipedia, « SkillsFuture » (consulté en novembre 2026) : lancé en 2015 ; SkillsFuture Singapore créé en 2016 en tant qu'organisme public (statutory board) sous la tutelle du MOE ; chaque citoyen singapourien reçoit à partir de 25 ans 500 S$ pour sa formation personnelle ; fin 2017, plus de 285 000 Singapouriens avaient utilisé ce crédit. ↩
12. SkillsFuture Singapore, « SkillsFuture Level-Up Programme », skillsfuture.gov.sg : SkillsFuture Credit (Mid-Career) de 4 000 S$ pour les Singapouriens âgés de 40 ans et plus, disponible depuis mai 2024. ↩
13. Institute of Banking and Finance, *Annual Report 2025/2026*, ibf.org.sg (consulté en novembre 2026) : environ 5 600 personnes en milieu de carrière issues de 68 établissements financiers reconverties à des fonctions nouvelles ou redéfinies grâce au Career Conversion Programme depuis 2017. ↩
14. Institute of Banking and Finance, *Annual Report 2024/2025* (protocole d'accord d'août 2024 avec le NTUC et sept associations du secteur financier, incluant des formations à l'IA générative) et *Annual Report 2025/2026* (message du président : « IBF and MAS, with the support of Workforce Singapore (WSG) launched the Generative AI Jobs Transformation Map » au cours de l'année précédente, soit 2025), ibf.org.sg (consulté en novembre 2026). ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com